

DIRECTION  
DE LA  
COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Sous-direction C  
BUREAU C3

Sous-direction D  
BUREAU D3

**INSTRUCTION N° 82-57-B1-M0**

**du 23 mars 1982**

(Texte publié au *Bulletin officiel de la Comptabilité publique*)

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° ..... du .....  
n° ..... du .....  
n° ..... du .....  
n° ..... du .....

Cette instruction a été abrogée par l'instruction :

n° ..... du .....

**MARCHÉS PUBLICS**  
**PRIX DE RÈGLEMENT DE CERTAINES COMMANDES PUBLIQUES**

**ANALYSE**

*Diffusion des arrêtés du ministre de l'Économie et des Finances n° 81-53-A du 30 décembre 1981 relatif à la révision des prix dans certains marchés et n° 82-1-A du 6 janvier 1982 relatif aux prix de tous les services et de la circulaire relative au prix de règlement de certaines commandes publiques en date du 6 janvier 1982. Application pratique de la révision des prix des marchés publics en 1982.*

**DOCUMENT A ANNOTER OU A ABROGER**

Néant

Sont reproduits en annexe à la présente instruction les textes suivants, émanant du ministre de l'Économie et des Finances et publiés au *Bulletin officiel de la concurrence et de la consommation (B.O.C.C.)* :

- arrêté n° 81-53-A en date du 30 décembre 1981 relatif à la révision des prix dans certains marchés (B.O.C.C. du 31 décembre 1981) ;
- arrêté n° 82-1-A en date du 6 janvier 1982 relatif aux prix de tous les services (B.O.C.C. du 7 janvier 1982) ;
- circulaire en date du 6 janvier 1982 relative au prix de règlement de certaines commandes publiques.

Messieurs les comptables voudront bien veiller à la correcte application de ces mesures aux marchés publics dont ils sont assignataires.

Pour faciliter la tâche des comptables, la présente instruction reproduit, également en annexe, des exemples pratiques de la révision des prix des marchés publics en 1982.

Pour le directeur de la Comptabilité publique :

*Le sous-directeur chargé de la sous-direction C,*  
**G. SALLERIN.**

**DESTINATAIRES POUR APPLICATION**

DIFFUSION
GT
25

ACT	RGP	PGT	TPGR	TPG	DOM	TGAP	TGC	TGE
RF	P	ACAP	BA	DF	EPA	SIA	UGAP	

## ANNEXE N° 1

— 2 —

à l'Instruction n° 82-57-B1-M0

du 23 mars 1982

### ARRÊTÉ N° 81-53-A relatif à la révision des prix dans certains marchés (B.O.C.C. du 31 décembre 1981)

LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES,

Vu l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix;

Vu l'article 3 de l'arrêté n° 74-22-P du 16 mai 1974, modifié par l'arrêté n° 80-64-A du 13 août 1980, relatif à la révision des prix;

Vu l'arrêté n° 80-82-A du 30 décembre 1980, modifié par l'arrêté n° 81-37-A du 30 juin 1981, relatif à l'application des formules de révision de prix de certains marchés;

Après avis du Comité national des prix,

#### ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le présent arrêté est applicable aux marchés à prix révisables conclus par :

- l'État et les collectivités locales;
- les établissements publics et les sociétés d'habitation à loyer modéré;
- les entreprises publiques et les sociétés d'économie mixte soumises au contrôle économique et financier de l'État prévu par le décret n° 55-733 du 26 mai 1955 modifié;
- la Société nationale des chemins de fer français, la Régie autonome des transports parisiens, le Commissariat à l'énergie atomique et leurs filiales majoritaires.

ART. 2. — Dans les marchés pour lesquels la date d'engagement sur le prix est postérieure au 31 décembre 1981, les formules de révision de prix doivent inclure une partie fixe d'une valeur minimale de 15 %.

Cette date est la limite de réception des offres ou, en cas de négociation, la date à laquelle intervient l'engagement du titulaire sur le prix.

ART. 3. — Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté n° 74-22-P, modifié par l'arrêté n° 80-64-A, sont abrogées pour les marchés de travaux publics immobiliers dont la date d'engagement sur le prix est postérieure au 31 décembre 1981.

ART. 4. — Dans les marchés dont la date d'engagement sur les prix est antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1982 et à l'exception de ceux visés à l'article 2 de l'arrêté n° 80-82-A du 30 décembre 1980, les variations de prix imputables à l'évolution des indices durant l'année 1982 ne peuvent être supérieures à celles qui résulteraient de l'application d'une formule de révision comportant une partie fixe de 15 %.

Lorsque les marchés concernés comportent une partie fixe inférieure à 15 %, les autres paramètres de la formule contractuelle sont minorés à proportion de leur poids relatif.

Fait à Paris, le 30 décembre 1981.

JACQUES DELORS.

**ARRÊTÉ N° 82-1-A**  
**relatif aux prix de tous les services**  
(B.O.C.C. du 7 janvier 1982)

---

LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES,

Vu l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix;

Vu l'arrêté n° 81-45-A du 7 octobre 1981 relatif aux prix de tous les services;

Après avis du Comité national des prix,

**ARRÊTE :**

ARTICLE PREMIER. — A compter du 8 janvier 1982, les dispositions de l'arrêté du 7 octobre 1981 susvisé, autres que celles de son article 6, ne sont applicables qu'aux services suivants :

Réparation et entretien des matériels suivants :

- équipements ménagers électriques, électroniques et de chauffage individuel ou collectif,
- automobiles,
- cycles et motocycles,
- chaussures et articles de cuir,
- ascenseurs,
- bijouterie et horlogerie,
- machines agricoles;

Cliniques non conventionnées;

Frais d'enseignement;

Location et entretien des compteurs d'eau;

Location de matériel de sports;

Hôtellerie;

Restauration publique;

Débîts de boissons;

Coiffure;

Esthétique corporelle;

Auto-école;

Travaux photographiques pour amateurs, studios de photographie;

Cinémas;

Salles de spectacle (théâtre, concert, music-hall) ;

Camping et caravaning;

Maisons de retraite non conventionnées;

Locations saisonnières en meublé;

Classes de neige;

Déménagement et garde-meubles;

Blanchisserie et nettoyage à sec;

Syndics de copropriété;

Enseignement du ski;

Ramonage;

Entretien des espaces verts;

Locations d'emplacements dans les garages commerciaux et parcs publics de stationnement;

Dépannage et remorquage des véhicules automobiles sur voies normales.

ART. 2. — Pour les services autres que ceux énumérés à l'article précédent, les régimes de prix spécifiques en vigueur au 6 octobre 1981 reprennent leur plein effet à compter du 8 janvier 1982.

ART. 3. — Pour les services non énumérés à l'article 1<sup>er</sup>, le jeu des clauses de variation de prix des contrats publics ou privés en cours à la date d'effet du présent arrêté ne peut conduire à un prix supérieur à celui résultant de l'application, aux prix licites du 7 janvier 1982, de la clause contractuelle de variation de prix utilisant comme indice, index, ou référence de base les valeurs réelles des indices, index ou références du mois de décembre 1981.

Pour les services énumérés à l'article 1<sup>er</sup> et pour lesquels les accords prévus aux articles 3 à 5 de l'arrêté du 7 octobre susvisé n'auront pas été agréés au 31 mars 1982, le jeu des clauses de variation de prix des contrats publics ou privés en cours à la date d'effet du présent arrêté ne peut conduire à un prix supérieur à celui résultant de l'application, aux prix licites du 31 mars 1982, de la clause contractuelle de variation de prix utilisant comme indice, index ou référence de base les valeurs réelles des indices, index ou références du mois de mars 1982.

ART. 4. — Les délégations de compétence données aux préfets par l'article 6 de l'arrêté du 7 octobre 1981 susvisé sont maintenues postérieurement au 31 mars 1982.

ART. 5. — Le présent arrêté entre en vigueur le 8 janvier 1982.

Fait à Paris, le 6 janvier 1982.

JACQUES DELORS.



**ARRÊTÉ N° 81-53-A DU 30 DÉCEMBRE 1981**  
**relatif à la révision des prix dans certains marchés**

Rectificatif au *Bulletin officiel de la concurrence et de la consommation* n° 25 du 31 décembre 1981 : page 347, à l'article 3 de l'arrêté, 3<sup>e</sup> ligne, au lieu de : « marchés de travaux publics immobiliers », lire : « marchés de travaux immobiliers ».

**CIRCULAIRE**  
**relative aux prix de règlement de certaines commandes publiques**  
(B.O.C.C. du 7 janvier 1982)

Paris, le 6 janvier 1982.

LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES,

à Mesdames et Messieurs les ministres et secrétaires d'État.

Diverses mesures récentes en matière de réglementation des prix ont des incidences sur le jeu des clauses contractuelles de variations de prix.

Il s'agit, d'une part, de l'arrêté n° 81-53-A du 30 décembre 1981 relatif aux dispositions générales applicables aux révisions de prix de certains marchés et, d'autre part, de l'arrêté n° 82-1-A du 6 janvier 1982 concernant les variations de prix des marchés de prestations de services.

La présente circulaire a pour objet d'en préciser la portée.

*I. Dispositions générales applicables aux révisions de prix de certains marchés*  
(Arrêté n° 81-53-A du 30 décembre 1981)

*a. Champ d'application.*

Il ne s'agit que des révisions de prix, à l'exclusion des formules d'ajustement ou d'actualisation.

L'article 1<sup>er</sup> précise que les marchés concernés sont ceux passés par les collectivités publiques, ainsi que ceux passés par divers organismes limitativement énumérés.

*b. Les marchés nouveaux.*

La notion de marchés nouveaux est définie par rapport à la date d'engagement sur le prix telle qu'elle est précisée à l'alinéa 2 de l'article 2.

La seule limitation consiste désormais en l'application d'une partie fixe minimale de 15 %, pour les marchés de travaux immobiliers comme pour les autres marchés.

Il en résulte que :

- pour les marchés de bâtiment ou de travaux publics, la marge de neutralisation des variations des salaires restant à la charge des entreprises (3 %) n'est plus applicable;
- pour les autres marchés, la limitation des variations du paramètre « salaires et charges » pratiquée sous des formes diverses depuis 1977 disparaît.

*c. Les marchés en cours.*

Les dispositions applicables aux marchés de B.T.P. ne sont pas modifiées. Ils relèvent donc toujours de l'arrêté n° 74-22-P du 16 mai 1974, modifié par l'arrêté n° 80-64-A du 13 août 1980.

Pour les marchés autres que de travaux, dont les dates de révision interviendraient après le 1<sup>er</sup> janvier, il convient de préciser quel sera le dispositif applicable.

En pratique, la révision devra être effectuée en deux temps :

- de la date d'origine au 31 décembre 1981 : le calcul du coefficient de révision sera effectué sans tenir compte de l'abattement prévu par l'arrêté n° 81-37-A du 30 juin 1981;
- du 1<sup>er</sup> janvier 1982 à la date de lecture des indices : la formule de révision devra comporter une partie fixe de 15 % ; si la formule contractuelle comporte un taux inférieur, les autres paramètres devront être minorés au prorata de leur poids. Cette dernière opération, pour laquelle il est recommandé de ne pas utiliser plus de trois décimales, doit être réalisée sans qu'il soit nécessaire de passer un avenant.

## II. Dispositions relatives aux variations des prix des marchés de prestations de services

L'arrêté n° 82-1-A du 6 janvier 1982 a trait aux prestations de services ayant fait l'objet de mesures de blocage de prix dans le cadre de l'arrêté n° 81-45-A du 6 octobre 1981.

### 1. Prestations remises en liberté à compter du 8 janvier 1982.

1.1. Il s'agit des prestations non reprises à l'article 1<sup>er</sup>, auxquelles cessent d'être applicables, dès le 8 janvier, les mesures de blocage des prix, qu'il s'agisse de prix initiaux, de révisions, d'actualisation ou d'ajustement.

L'article 3 prévoit toutefois que les évolutions en hausse traduites par les indices, index ou référence au cours de la période de blocage ne peuvent être prises en compte et sont donc neutralisées pour les marchés conclus antérieurement à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté.

1.2. En pratique, pour déterminer le prix de règlement, on appliquera au prix licite au 7 janvier 1982 le coefficient de variation résultant de la lecture de la formule contractuelle utilisant comme indices, index ou références de base ceux de décembre 1981.

Le prix licite est défini par l'arrêté n° 81-45-A précisé par son communiqué d'application.

1.3. Il est également possible d'appliquer la formule de variation de prix depuis l'origine et de déduire les hausses enregistrées par les indices, index ou références au cours de la période de blocage.

1.4. Les indices représentatifs des conditions économiques à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté n° 81-45-A sont généralement ceux du mois de septembre 1981. Toutefois, lorsqu'il existe des valeurs hebdomadaires d'indices, celles de la première semaine d'octobre peuvent être utilisées. Il en est de même des indices, index ou références établis aux conditions économiques du 1<sup>er</sup> octobre (c'est le cas notamment des indices « produits et services publics »).

Les indices représentatifs de la fin de la période de blocage sont ceux du mois de décembre 1981 (art. 3 de l'arrêté n° 82-1-A).

### 2. Prestations pour lesquelles un accord de régulation n'a pas été conclu au 31 mars 1982.

Le même principe s'applique à ces prestations. La neutralisation est toutefois prolongée jusqu'au 31 mars 1982.

### 3. Prestations faisant l'objet d'un accord de régulation.

Les accords de régulation comportent une disposition relative au taux de hausse pouvant être pris en compte pour l'année 1982. Ce taux s'applique au prix licite au 7 janvier 1982.

Les formules de variation de prix ne pourront conduire à prendre en compte un taux supérieur.

En pratique, on comparera le taux de variation en hausse, obtenu par lecture de la formule contractuelle avec des indices de décembre 1981 (comme indiqué au 1.2 ci-dessus) avec le taux fixé par l'accord de régulation. C'est le plus faible des deux qui sera retenu pour le calcul du prix de règlement.

### 4. Marchés soumis simultanément aux deux arrêtés.

Il s'agit des prestations de services dont les prix redeviennent libres au 8 janvier 1982 et qui comportent une formule de révision.

Ces marchés doivent comprendre, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1982, une partie fixe de 15 %.

Il est recommandé, dans ce cas, de repartir d'un nouveau prix de base, sur lequel on applique un coefficient de variation.

Ce coefficient de variation est calculé comme indiqué en 1.2 avec une formule comportant une partie fixe minimale de 15 % et une correction, si nécessaire, des paramètres au prorata du supplément de partie fixe.

Les difficultés résultant de l'application des dispositions commentées ci-dessus pourront être signalées :

- à la Direction générale (1) et aux directions départementales de la Concurrence et de la Consommation;
- au secrétariat général de la Commission centrale des marchés.

---

(1) Bureau C4, 41, quai Branly, 75700 Paris (tél. : 550.71.11).

SERVICE DE L'INFORMATION  
NOTE DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA COMMISSION CENTRALE DES MARCHÉS  
(41, quai Branly, 75700 Paris)

RÉVISION DES PRIX DES MARCHÉS PUBLICS EN 1982  
APPLICATION PRATIQUE

I. La règle du jeu pour les révisions de prix : une partie fixe de 15 %

ARRÊTÉ N° 81-53-A DU 30 DÉCEMBRE 1981  
et circulaire du ministre de l'Économie et des Finances du 6 janvier 1982, titre I<sup>er</sup>  
(B.O.C.C. des 31 décembre 1981 et 7 janvier 1982)

Une distinction est faite par l'arrêté entre les marchés dont la date d'engagement sur le prix est postérieure au 31 décembre 1981 (marchés nouveaux) ou antérieure au 31 décembre 1981 (marchés en cours).

La date d'engagement sur le prix est, en cas d'appel d'offres, la limite de réception des offres ou, en cas de marché négocié, la date à laquelle intervient l'engagement du titulaire sur le prix, c'est-à-dire la date à laquelle celui-ci signe le projet de marché.

a. Marchés nouveaux.

Pour ces marchés, quelle que soit leur nature (marchés de travaux immobiliers, industriels, d'études...), la seule limitation consiste désormais en l'introduction d'une partie fixe d'une valeur minimale de 15 % dans la formule de révision des prix.

b. Marchés en cours.

Aucune modification n'est apportée aux modalités de révision des marchés de travaux immobiliers en cours qui relèvent toujours de l'arrêté n° 74-22-P du 16 mai 1974, modifié par l'arrêté n° 80-64-A du 13 août 1980, qui impose une marge de neutralisation de 3 % des hausses de salaires.

Pour les marchés en cours autres que de travaux immobiliers, les variations de prix imputables à l'évolution des indices durant l'année 1982 ne peuvent être supérieures à celles qui résulteraient de l'application d'une formule de révision comportant une partie fixe de 15 %.

Pour le jeu des indices à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1982, il devra être établi une formule de révision comportant 15 % de partie fixe, en minorant à proportion de leur poids relatif les autres paramètres de la formule contractuelle lorsque la partie fixe de cette dernière est inférieure à 15 %.

Cette formule de révision sera utilisée sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant au marché.

Le calcul de la révision de prix sera effectué en deux temps :

- de la date d'origine au 31 décembre 1981 au moyen de la formule de révision contractuelle en utilisant les indices ou index réels (non corrigés) de décembre 1981;
- du 1<sup>er</sup> janvier 1982 à la date de révision en 1982 au moyen de la formule de révision comportant 15 % de partie fixe, en utilisant comme indices ou index de base les valeurs réelles des indices ou index du mois de décembre 1981.

C'est le produit des deux coefficients partiels de révision ainsi déterminés qui donnera le coefficient à utiliser.

Bien entendu, quand sont utilisées des formules de révision comportant, d'une part, une partie fixe et, d'autre part, une sommation de paramètres (indices ou index représentatifs de la structure des coûts des prestations) pondérée globalement par la différence entre la valeur de la partie fixe et l'unité, il n'y a pas lieu de modifier le poids relatif des différents paramètres. Il suffit, dans ce cas, de modifier la pondération applicable.

Ainsi, pour une formule de révision contractuelle du type :

$$0,125 + 0,875 (0,650 S + 0,225 \text{ Psd} + 0,125 M)$$

la formule utilisable pour la révision à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1982 sera :

$$0,150 + 0,850 (0,650 S + 0,225 \text{ Psd} + 0,125 M)$$

**Exemple pratique de calcul du coefficient de révision applicable le 30 avril 1982 pour un marché passé en 1981 aux conditions économiques de février 1981 et comportant la formule de révision suivante :**

$$0,125 + 0,560 S + 0,200 \text{ Psd} + 0,115 M$$

Les valeurs d'indices fictives prises en compte sont les suivantes :

INDICES RÉELS	SALAIRES	Psd	MATIÈRES
Indices de base (février 1981) .....	330	475	120
Indices de décembre 1981 .....	380	540	130
Indices de lecture finale (avril 1982) .....	400	575	133

**1. Coefficient de révision de la date d'origine au 31 décembre 1981 : K 1.**

La formule de révision utilisable est la formule contractuelle.

$$\begin{aligned} K1 &= 0,125 + 0,560 \frac{380}{330} + 0,200 \frac{540}{475} + 0,115 \frac{130}{120} \\ &= 0,125 + 0,645 + 0,227 + 0,125 \\ &= 1,122 \end{aligned}$$

**2. Coefficient de révision du 1<sup>er</sup> janvier au 30 avril 1982 : K 2.**

La formule de révision utilisable est une formule comportant une partie fixe de 15 % obtenue en minorant les autres paramètres de la formule contractuelle à proportion de leur poids relatif

$$\begin{aligned} &0,150 + 0,544 S + 0,194 \text{ Psd} + 0,112 M \\ K2 &= 0,150 + 0,544 \frac{400}{380} + 0,194 \frac{575}{540} + 0,112 \frac{133}{130} \\ &= 0,150 + 0,573 + 0,207 + 0,115 \\ &= 1,045 \end{aligned}$$

**3. Coefficient de révision applicable le 30 avril 1982 : K.**

$$\begin{aligned} K &= K1 \times K2 \\ &= 1,122 \times 1,045 \\ &= 1,172 \end{aligned}$$

On procédera selon la même méthode lorsque les dates de lecture de la valeur finale des divers indices ou index figurant dans une formule de révision sont différentes les unes des autres.

**Cas des marchés pour lesquels il est prévu que la valeur à prendre en compte de l'indice représentatif de certains paramètres de la formule de révision de prix est la valeur moyenne de cet indice pendant une période de plusieurs mois définie dans le marché.**

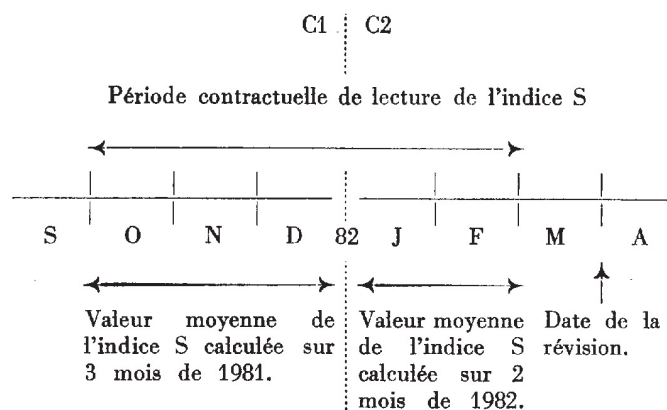
Lorsque, pour ces marchés, la période de lecture sur laquelle est calculée la valeur moyenne d'un indice utilisé chevauche les années 1981 et 1982, le coefficient de révision de la date d'origine jusqu'au 31 décembre 1981 sera déterminé en prenant comme valeur moyenne de cet indice celle calculée sur la partie de la période portant sur l'année 1981.



Quand il s'agit d'un indice de salaires, la valeur moyenne sera calculée au moyen des *valeurs plafonnées* de cet indice (cf. T.M.P. n° 59, p. 3 : Révision de prix des marchés publics autres que de travaux, cas n° 2).

Quant au coefficient de révision du 1<sup>er</sup> janvier 1982 à la date de révision, il sera déterminé en prenant comme valeur moyenne de l'indice concerné celle calculée sur la partie de la période portant sur l'année 1982.

**Exemple pratique pour un marché dont la révision utilise une moyenne d'indices « salaires » lus sur une période de cinq mois et lorsque cette période chevauche les années 1981 et 1982, les autres indices de la formule étant lus à la date de la révision.**



Le calcul du coefficient C de révision comportera les phases suivantes :

1. Établissement d'une formule de révision mettant en facteur commun les paramètres autres que la partie fixe, si une telle formule ne figure pas déjà dans le marché.

La formule contractuelle initiale :

$$0,125 + 0,350 S + 0,200 \text{ Psd} + 0,325 M$$

peut s'écrire :

$$0,125 + 0,875 \left( \frac{0,350}{0,875} S + \frac{0,200}{0,875} \text{ Psd} + \frac{0,325}{0,875} M \right)$$

soit :

$$0,125 + 0,875 (0,400 S + 0,229 \text{ Psd} + 0,371 M)$$

2. Calcul de la part de la formule révisée respectivement en 1981 et 1982.

— période antérieure au 31 décembre 1981 (trois mois de révision du paramètre « salaires ») :

$$0,400 \times \frac{3}{5} = 0,240$$

— période postérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1982 (deux mois de révision du paramètre « salaires » et de l'ensemble des autres paramètres) :

$$\left( 0,400 \times \frac{2}{5} \right) + 0,229 + 0,371$$

$$0,160 + 0,229 + 0,371 = 0,760$$

3. Calcul des coefficients partiels C1 et C2.

La révision sera effectuée en deux temps conformément aux dispositions réglementaires, mais dans ce cas le coefficient C est égal à la somme des coefficients C1 et C2.

Pour la lecture des formules de révision permettant d'obtenir ces coefficients partiels, on utilisera :

- pour le coefficient C1, comme valeur finale de l'indice S la valeur moyenne Sm1 calculée sur les mois d'octobre, novembre et décembre 1981 au moyen des valeurs correspondantes de cet indice abattues conformément aux dispositions de l'arrêté n° 81-37-A du 30 juin 1981;
- pour le coefficient C2, comme valeur finale de l'indice S, la valeur moyenne Sm2 calculée sur les mois de janvier et février 1982 au moyen des valeurs réelles correspondantes de cet indice.

Pour l'ensemble des paramètres les valeurs initiales seront celles des conditions économiques de base du marché.

Les formules de révision utilisables seront donc les suivantes :

— pour C 1 :

$$0,240 \left[ 0,125 + \frac{0,875}{0,240} \left( 0,240 \frac{Sm1}{So} \right) \right]$$

— pour C 2 :

$$0,760 \left[ 0,150 + \frac{0,850}{0,760} \left( 0,160 \frac{Sm2}{So} + 0,229 \frac{Ps_d \text{ (Mars 82)}}{Ps_{do}} + 0,371 \frac{M \text{ (Mars 82)}}{Mo} \right) \right]$$

4. Coefficient de révision applicable le 31 mars 1982 : C

$$C = C1 + C2$$

Toute autre méthode donnant les mêmes résultats pourra être utilisée.

## II. Le cas particulier des prestations de services

### ARRÊTÉ N° 82-1-A

du 6 janvier 1982 et circulaire du ministre de l'Économie et des Finances  
du 6 janvier 1982, titre II

(B.O.C.C. du 7 janvier 1982)

Pour les prestations de services qui ont fait l'objet de mesures de blocage de prix dans le cadre de l'arrêté n° 81-45-A du 6 octobre 1981, les cas suivants sont à distinguer :

#### A. PRESTATIONS DE SERVICES REMISES EN LIBERTÉ A COMPTER DU 8 JANVIER 1982

Ce sont les prestations de services qui ne figurent pas à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté.

Le prix licite au 7 janvier 1982 est le prix établi aux conditions économiques à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté n° 81-45-A obtenu en retenant dans les clauses de variation de prix, comme valeur finale de lecture, la valeur réelle des indices, index ou références représentatifs des conditions économiques définies au paragraphe 1.4 du titre II de la circulaire du 6 janvier 1982.

Il est conseillé aux services de n'appliquer le paragraphe 1.3 du titre II de cette circulaire que dans les cas où la méthode décrite au paragraphe 1.2 leur pose des problèmes d'application pratique.

**Exemple pratique pour un marché de prestations de services dont le prix de base est 1.000 F aux conditions économiques de février 1981 et comportant la formule de révision suivante :**

$$0,125 + 0,650 S + 0,170 Ps_d + 0,055 M$$

Les valeurs d'indices fictives prises en compte sont les suivantes :

INDICES RÉELS	SALAIRES	Ps <sub>d</sub>	MATIÈRES
Indices de base (février 1981) .....	330	475	120
Indices de septembre 1981 .....	370	520	126
Indices de décembre 1981 .....	380	540	130
Indices de lecture finale (avril 1982) .....	400	575	133



1. *Prix licite au 7 janvier 1982 : PL.*

La forme de révision utilisable est la formule contractuelle.

$$\begin{aligned} PL &= P_0 \left( 0,125 + 0,650 \frac{370}{330} + 0,170 \frac{520}{475} + 0,055 \frac{126}{120} \right) \\ PL &= 1000 F (0,125 + 0,729 + 0,186 + 0,058) \\ &= 1098 F \end{aligned}$$

2. *Coefficient de révision du 7 janvier 1982 au 30 avril 1982 : K.*

La formule de révision utilisable est une formule comportant une partie fixe de 15 % obtenue en minorant les autres paramètres de la formule contractuelle à proportion de leur poids relatif :

$$\begin{aligned} &0,150 + 0,631S + 0,165 Psd + 0,054 M \\ K &= 0,150 + 0,631 \frac{400}{380} + 0,165 \frac{575}{540} + 0,054 \frac{133}{130} \\ &= 0,150 + 0,664 + 0,176 + 0,055 \\ &= 1,045 \end{aligned}$$

3. *Prix de règlement : P.*

$$\begin{aligned} P &= PL \times K \\ &= 1098 F \times 1,045 = 1147,41 F \end{aligned}$$

B. PRESTATIONS DE SERVICES POUVANT FAIRE L'OBJET D'UN ACCORD DE RÉGULATION

Les prestations de services figurant à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté peuvent faire l'objet d'un accord de régulation. Il est précisé que la « restauration publique » ne comprend pas la « restauration collective » qui entre donc dans la catégorie des prestations remises en liberté à compter du 8 janvier 1982.

b.1. *Prestations de services pour lesquelles un accord de régulation a été conclu.*

Les accords de régulation, qui sont publiés au *B.O.C.C.*, fixent le taux de hausse pouvant être pris en compte pour l'année 1982. Ce taux s'applique au prix licite au 7 janvier 1982.

Les acheteurs publics doivent s'assurer que les formules de variation de prix incluses dans les marchés ne conduisent pas à prendre en compte un taux de hausse supérieur. En tout état de cause, c'est le taux de hausse le plus faible qui sera retenu pour le calcul du prix de règlement.

b.2. *Prestations de services pour lesquelles un accord de régulation n'a pas été conclu au 31 mars 1982.*

Le même dispositif que celui défini au paragraphe A ci-dessus leur est applicable, la neutralisation des évolutions en hausse traduites par les indices, index ou références étant toutefois prolongée jusqu'au 31 mars 1982.